

“Celles qui changent le monde”



PRIX TERRE DE FEMMES

FONDATION YVES ROCHER - INSTITUT DE FRANCE



YVES ROCHER
FONDATION
SOUS L'ÉGIDE DE L'INSTITUT DE FRANCE

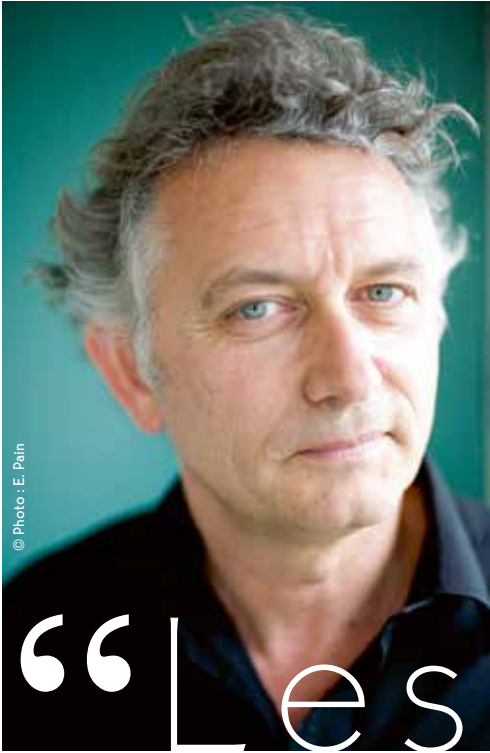
Sommaire

ÉDITO de Jacques Rocher	3
1. LES FEMMES SONT TOUCHÉES DE FAÇON SPÉCIFIQUE PAR LES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET LA DÉGRADATION DE LA BIODIVERSITÉ	4
A. Les effets de la dégradation de l'environnement sont renforcés par les inégalités de genre	5
B. Sous-représentées dans les espaces de décisions, les femmes bénéficient inégalement des financements environnementaux et des emplois verts	7
2. LES FEMMES SONT PORTEUSES DE SOLUTIONS DURABLES	9
A. Les femmes possèdent des savoir-faire dans le domaine de la préservation de l'environnement	10
B. Les femmes sont encore sous-représentées dans la création d'entreprise et ont des besoins spécifiques	11
C. Prix Terre de Femmes : focus sur "Celles qui changent le monde"	14
D. Ce que les lauréates demandent pour la COP23	24
Sources	26

ACRONYMES

BPW :	Business and Professional Women
CNUCCC :	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
FAO :	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GGCA :	Global Gender and Climate Alliance
IRENA :	International Renewable Energy Agency
OIT :	Organisation Internationale du travail
PIB :	Produit intérieur brut
PNUE :	Programme des Nations Unies pour l'environnement
REDD+ :	Reducing emission form deforestation and Forest degradation
WECF :	Women in Europe for a Common Future
WEDO :	Women's Environment and Development Organization

Édito



“Les femmes sont pour moi de véritables actrices du changement.

Les Objectifs du développement durable définis par les Nations Unies pour 2030 sont clairs : pour que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité, l'égalité des sexes et la protection de notre environnement sont des enjeux clés. Ce sont ces défis que la Fondation Yves Rocher a souhaités adresser en créant le Prix Terre de Femmes, il y a plus de 15 ans. Nous avons soutenu 375 femmes entrepreneures et initiatrices de projets à forts impacts sociaux et environnementaux dans 50 pays.

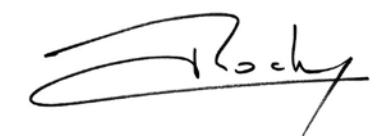
Nous le faisons humblement, à notre échelle, à travers quatre axes forts :

- Nous soutenons financièrement les projets de ces femmes engagées
- Nous les mettons en avant pour qu'elles puissent être source d'inspiration pour tous
- Nous créons des réseaux, des moments d'échanges pour qu'elles puissent partager les bonnes pratiques développées
- Et enfin, nous tenons à les remercier pour leur engagement, leurs efforts, leur combat.

Alors que se tient à Bonn la 23^{ème} conférence sur le climat (COP23), ce rapport sur « Celles qui changent le monde » permet de revenir sur les principaux enjeux liant l'autonomisation des femmes avec la protection de l'environnement. Il apporte également un éclairage quant au rôle incontournable que jouent ces femmes engagées en faveur de la préservation de la planète.

Ce rapport met en avant 9 femmes qui travaillent à faire changer le monde, au travers de solutions concrètes et pratiques pour améliorer la vie quotidienne des populations. Face à l'accélération du changement climatique, ces femmes sont de véritables créatrices de nouvelles solidarités, porteuses de projets inspirants et répliquables ici et là-bas.

À l'heure des négociations climatiques, il me semble nécessaire que nous portions collectivement la voix de celles qui agissent sur le terrain chaque jour, pour un avenir serein et harmonieux pour tous.



Jacques Rocher,
Président d'Honneur de la Fondation Yves Rocher - Institut de France



1

Les femmes sont touchées de façon spécifique par les risques environnementaux et la dégradation de la biodiversité

Alors que l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes sont reconnues comme des priorités mondiales des Objectifs du développement durable définis par les Nations Unies, force est de constater que, dans la plupart des domaines, **les femmes continuent de subir de multiples discriminations.**

D'après ONU Femmes, une femme sur trois est victime de violences au cours de sa vie et 55 % des femmes de l'Union européenne ont été victimes de harcèlement sexuel au travail. Dans les pays en développement, 75 % des femmes occupent des emplois informels sans accès à une forme de protection sociale. De plus, elles sont discriminées dans l'accès aux ressources et aux opportunités économiques, telles que le foncier, les technologies et les crédits.¹

En Europe, alors que le taux d'activité des femmes est de 64 %, elles gagnent en moyenne 16,1 % de moins que les hommes, elles sont 4 fois plus susceptibles d'exercer et de conserver un emploi à temps partiel et représentent seulement 22,7 % des membres des conseils d'administration.²

Dans le domaine politique, alors que de plus en plus d'États adoptent le principe de parité et de quotas, les femmes ne représentent que 23,3 % des parlementaires dans le monde³ et 17 pays sur 192 comptent une femme cheffe d'État ou de Gouvernement.⁴

Alors que les inégalités de genre sont présentes dans tous les domaines de la vie sociale, il est intéressant de s'interroger sur la façon dont elles s'articulent autour des questions environnementales. On peut se demander :

- d'une part, dans quelle mesure ces inégalités influent sur la manière dont les femmes subissent les effets de la dégradation de l'environnement ;
- d'autre part, quels sont leurs atouts et quels rôles les femmes peuvent jouer dans la préservation de l'environnement et de la biodiversité.

A. LES EFFETS DE LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT SONT RENFORCÉS PAR LES INÉGALITÉS DE GENRE

Les travaux menés par des organisations internationales comme le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et des ONG comme Women in Europe for a Common Future (WECF) soulignent que les femmes sont impactées de façon spécifique par les conséquences de la dégradation de l'environnement et de la biodiversité.

Elles le sont notamment en raison des activités qu'elles occupent mais aussi parce qu'elles ont moins accès à l'éducation et sont moins autonomes économiquement (elles ont un accès restreint aux ressources économiques et productives).

Les impacts sont différents selon les régions (pays développés et pays en voie de développement), les lieux d'habitation (urbain, rural) et les niveaux de pauvreté. Le rapport s'attachera donc à montrer les conséquences de la dégradation de l'environnement pour les femmes, en prenant en compte ces différences.

Dans les pays en développement, les dégradations environnementales ont pour conséquences d'augmenter le temps de travail domestique des femmes

Dans le monde, les femmes consacrent 2,5 fois plus de temps que les hommes aux tâches domestiques et de soin⁵.

En Europe, ce sont elles qui assument les 3/4 des tâches domestiques et les deux tiers des soins parentaux.

D'une façon générale, ce temps de travail, non comptabilisé dans le calcul du produit intérieur brut (PIB), est invisible, peu valorisé et représente d'ores et déjà une charge supplémentaire pour les femmes qui assument une « double journée de travail ».

- **Dans les pays en développement,** les dégradations environnementales ont pour conséquences d'augmenter le temps de travail des femmes. En particulier en milieu rural où les femmes sont en charge de la collecte du bois et de l'eau. Dans ce cadre, la raréfaction des ressources en eau et en bois a pour conséquences d'accroître le temps passé à réaliser la tâche et d'amplifier la pénibilité des déplacements pour accéder à ces ressources. Au Kenya, par exemple, il est estimé que la désertification a augmenté le temps nécessaire à la collecte de l'eau qui occupe désormais jusqu'à 85 % du temps domestique⁶ des femmes. En Afrique du Sud, on estime qu'elles doivent marcher en moyenne 15 kilomètres par jour pour trouver de l'eau⁷.

De plus, les pratiques domestiques comme la cuisine au bois de chauffage utilisée en Afrique subsaharienne ou en Asie, représente un danger auquel les femmes et les enfants sont spécifiquement exposé.e.s, en particulier lorsque les chaudières à bois n'ont pas de cheminée

et libèrent des microparticules toxiques dans la maison⁸.

- **En Europe,** le rapport *Women and chemicals*, publié en 2014 par Women in a Common Futur (WECF), rappelle, jusqu'à ce jour, que les recherches doivent continuer à être menées afin de mieux connaître l'impact spécifique des polluants d'intérieur sur les femmes, et notamment celui des détergents et agents de nettoyage.

Les inégalités de genre multiplient les risques de mortalité des femmes lors d'une catastrophe naturelle

La London School of Economics and Political Science (LSE) a analysé les catastrophes naturelles dans 141 pays et a découvert que **les différences femmes-hommes concernant le nombre de décès sont en relation directe avec les droits socio-économiques des femmes.** Dans les sociétés où les inégalités femmes-hommes sont plus fortes, plus de femmes que d'hommes périssent dans les catastrophes naturelles. Les femmes et les jeunes filles souffrent davantage du manque de vivres et de ressources économiques après les catastrophes.

Ainsi, le manque d'accès à l'éducation, à l'information et le manque de maîtrise des techniques de survie, comme la natation, multiplient par 14 les risques de décès des femmes et des enfants face aux catastrophes naturelles.

Ainsi, pour ces raisons⁹, lors du tsunami de 2004 à Aceh en Indonésie, les femmes ont représenté entre 55 et 70 % des victimes. Lorsque l'ouragan Katrina a frappé la Louisiane et le Mississippi aux États-Unis en 2005, ce sont les femmes afro-américaines - l'un des groupes socio-économiques les plus pauvres dans le pays - qui ont été les plus impactées⁹.

Les femmes qui travaillent dans l'agriculture et dans les filières du textile sont particulièrement exposées aux produits toxiques

Alors qu'elles représentent 43 %¹⁰ des agriculteur.rice.s au niveau mondial, **les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans les exploitations agricoles intensives, les cultures maraîchères, la floriculture et l'industrie agro-alimentaire très consommatrices de pesticides.**

Dans certaines régions du monde, les femmes sont souvent en première ligne dans l'utilisation intensive de ces produits toxiques (souvent sans protection adéquate) et elles ne sont pas réellement informées des conséquences sur leur santé et sur celle de leurs enfants, en particulier lorsqu'elles sont analphabètes. Pour des raisons physiologiques liées aux hormones, les femmes sont plus sensibles aux conséquences des pesticides pouvant notamment engendrer des cancers du sein, et ceci particulièrement lorsqu'elles sont enceintes et allaitantes. L'absence de réglementation du droit du travail, comme le congé maternité, dans des secteurs souvent informels renforce les risques d'exposition pour les femmes enceintes.

En Malaisie, environ 30 000 femmes pulvérisent des pesticides 262 jours par an et 80 % de ces pulvérisations se font sans matériel ni protection spécifique. Même lorsqu'elles ne sont pas en charge de la pulvérisation, elles sont exposées aux pesticides lorsqu'elles mélangent les engrais ou nettoient les containers.¹¹

Dans les filières du textile, les femmes représentent environ 68 % des travailleur.euse.s¹². Et comme dans l'agriculture, elles sont donc plus particulièrement

exposées à des produits chimiques pouvant avoir des conséquences désastreuses sur leur santé et/ou sur celle de leurs futurs enfants. Et pour des raisons physiologiques, celles qui travaillent en contact avec des fibres acryliques et nylon ont un risque plus important de développer des cancers du sein que la majorité de la population¹³.

Dans les pays en développement, les discriminations dans l'accès au foncier et aux ressources économiques augmentent les risques d'insécurité alimentaire pour les femmes

En raison des droits d'héritage discriminatoires, les femmes ne représentent que 20 % des propriétaires fonciers, dans le monde¹⁴. En milieu rural, dans les pays en développement, malgré leur forte présence dans les exploitations agricoles intensives, les femmes sont bien souvent discriminées dans l'accès aux terres et aux moyens de production.

Cela les rend alors plus vulnérables aux dégradations environnementales. Ainsi, au Burkina Faso, les femmes agricultrices cultivent **des parcelles de terre qui sont souvent de moindre qualité** et dont elles ne sont pas propriétaires. De plus, **elles n'ont pas accès aux outils adéquats et les engrais sont réservés aux hommes et aux parcelles familiales¹⁵**. Les parcelles de terre gérées par les femmes sont ainsi plus sensibles aux dégradations climatiques. Lorsqu'une parcelle ne produit plus suffisamment, ce sont les femmes qui sont ensuite responsables de trouver des revenus complémentaires pour subvenir aux besoins du foyer.

Ceci montre bien que les inégalités de genre accentuent les effets de la dégradation de l'environnement d'une part sur les femmes et d'autre part qu'elles réduisent les possibilités pour elles de rebondir économiquement.

Pour cette raison, la question de l'autonomisation économique des femmes, notamment en milieu rural, et de leur accès aux moyens de production représente un enjeu central.

B. SOUS-REPRÉSENTÉES DANS LES ESPACES DE DÉCISIONS, LES FEMMES BÉNÉFICIENT INÉGALEMENT DES FINANCEMENTS ENVIRONNEMENTAUX ET DES EMPLOIS VERTS

Alors qu'elles subissent les conséquences directes de la dégradation de l'environnement, les femmes sont généralement moins présentes dans les instances de discussion et de décision sur l'environnement, ce qui limite leurs capacités à faire connaître leurs besoins et leurs attentes. De plus, elles bénéficient moins des financements environnementaux et des créations d'emplois verts.

Dans le monde, les femmes représentent moins de 20 % des membres des comités environnementaux.

Les femmes sont sous-représentées dans la plupart des espaces de décisions politiques, économiques et environnementales. En juin 2017, **seuls 2 pays avaient atteint le seuil de 50 % ou plus de femmes siégeant aux parlements** (chambres monocamérales ou basses) : le Rwanda avec 61,3 % et la Bolivie avec 53,1 %¹⁶. **Dans les pays européens, seuls 10 pays sur 27 dépassent la moyenne de 23,94 % de femmes parlementaires¹⁷.**

Cette sous-participation des femmes se reflète également dans les organes de décisions climatiques à tous les niveaux. Au niveau international, en 2016, les femmes représentaient 32 % des membres des délégations nationales présentes à la COP22 et 23 % des chef.fe.s de délégations¹⁸. En 2015, elles représentaient 22 % des membres exécutifs des principaux Fonds internationaux chargés de lutter contre le dérèglement climatique.

Elles sont également sous-représentées au niveau local. Une recherche, menée en 2015¹⁹ dans 69 villages et 18 sites REDD+²⁰ dans 5 pays (Brésil, Cameroun, Indonésie, Tanzanie et Vietnam), a montré que les femmes ne représentaient que 17 % des membres des comités de décisions des instances locales de REDD+ (Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation forestière).

Ce manque de représentativité notamment au niveau local, empêche donc les femmes de faire connaître aux instances de décisions leurs besoins, leurs contraintes et de partager leurs attentes. La non prise en considération

des intérêts des femmes conduit donc à élaborer des projets ou des politiques qui ne répondent pas à leurs besoins, ce qui réduit significativement l'efficacité de ces projets.

Les femmes bénéficient inégalement des financements environnementaux

Alors que les femmes sont touchées de façon spécifique par les effets du changement climatique et qu'elles représentent la majorité des populations pauvres (en 2017, les femmes représentent 70 % des personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour selon de la fondation Raja), elles bénéficient de façon inégale des financements environnementaux

Le Programme des Nations Unies pour le développement estime que seuls 0,01 % des fonds disponibles partout dans le monde adressent à la fois les questions de genre et de changement climatique²¹.

D'après les estimations de l'OCDE, en 2013, sur les 6,9 milliards de dollars consacrés par les États aux financements du changement climatique, seuls 3 % des financements visaient directement à soutenir l'égalité femmes-hommes et 26 % l'intégraient comme un objectif secondaire, soit environ un total 2 milliards de dollars.

Ces projets étaient principalement orientés autour des domaines de l'agriculture, de la pêche et de la forêt (50 %) ainsi que de l'eau et l'assainissement (42 %). Très peu de projets concernaient les secteurs de l'énergie et des transports.

S'il est difficile de collecter des données précises sur le sujet, de façon générale, les financements restent principalement orientés autour des projets de grande ampleur dans les domaines énergétiques ou de hautes technologies. Les financements disponibles sont peu orientés autour des projets de plus petite envergure comme l'agroforesterie, le traitement des eaux potables et l'utilisation des biomasses, souvent gérés par des femmes et qui bénéficient directement aux populations pauvres, parmi lesquelles les femmes²².

La création d'emplois verts est une opportunité économique à saisir pour les femmes

Le rapport sur les emplois verts note que près de 2,3 millions de femmes et d'hommes ont trouvé un emploi dans le domaine des énergies renouvelables au cours des dernières années et des investissements envisagés pourraient se traduire par la création d'au moins 20 millions d'emplois supplémentaires, une manne dont les femmes pourraient directement bénéficier²³.

À ce jour, deux constats peuvent être faits :

- d'une part, dans les pays en développement, **les femmes sont déjà nombreuses à occuper des activités vertes** (de recyclage par exemple), même si selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), **ces emplois ne sont pas décents**, car majoritairement informels et n'offrant pas de protection sociale²⁴.
- d'autre part, si les filières de l'emploi vert sont créatrices d'emplois, les femmes n'en bénéficient pas encore totalement. Ainsi, l'étude internationale réalisée par l'International Renewable Energy Agency (IRENA) auprès de 90 entreprises d'énergies renouvelables, montre que les femmes ne représentent que 35 % des salarié.e.s du secteur, ce qui est une proportion plus importante que dans le secteur de l'énergie traditionnelle mais moins importante que la part globale des femmes sur le marché du travail²⁵.



Daniela de Donno, Lauréate du Prix Terre de Femmes 2017 Italie, plus de détails p.16



A. LES FEMMES POSSÈDENT DES SAVOIR-FAIRE DANS LE DOMAINE DE LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

Plusieurs études internationales soulignent le rôle incontournable que peuvent jouer les femmes dans la protection de l'environnement et de la biodiversité en tant qu'expertes, entrepreneures mais aussi dans leur vie quotidienne à travers leurs pratiques et leurs savoir-faire.

Ainsi, dans de nombreuses régions, **les femmes possèdent des expertises qui contribuent à préserver l'environnement** et permettent de promouvoir des pratiques de développement durable dans les domaines de la préservation de la biodiversité, de la pêche, de la conservation des aliments et de la santé.

Ces savoir-faire ancestraux sont notamment aux fondements de l'agroécologie, comme en Inde dans la région de l'Uttarakand, où l'ONG Navdanya - fondée par la Prix Nobel Vandana Shiva, travaille avec les femmes agricultrices qui détiennent les savoir-faire nécessaires à l'identification, la conservation et la diffusion des semences agroécologiques.

Au Mexique et en Bolivie, des études de cas soulignent le rôle essentiel des femmes dans la préservation des connaissances locales sur la biodiversité et sur les méthodes de cultures agro-écologiques²⁶. Au Mexique, par exemple, les femmes en charge de l'alimentation de leur famille mettent à profit leurs savoir-faire pour utiliser la graine d'Oox, qui présente des atouts nutritifs et dont la culture contribue à préserver la jungle²⁷.

Au Tchad, les femmes possèdent des connaissances et savoir-faire dans les domaines de la conservation de l'eau, ainsi qu'en matière nutritionnelle et médicinale qui leur permettent de prévenir les risques de malnutrition, et de proposer des solutions alternatives face au manque de services de santé, comme en cas d'hémorragie lors d'un accouchement.

Au Sénégal, dans la région du Sine Saloum, les femmes pêcheuses et ramasseuses de coquillages ont développé des techniques d'ensemencement et de cueillettes

alternées qui préservent ou participent à la préservation du littoral et de la qualité des coquillages²⁸.

Ces pratiques sont encore peu reconnues, peu valorisées et pas toujours considérées comme des solutions durables aux niveaux national et international. Ceci s'explique par le manque de visibilité du travail accompli par les femmes, souvent méconnu, notamment parce qu'elles sont moins nombreuses dans les instances de décisions et dans les médias. **Mieux connaître ces pratiques et les soutenir grâce aux financements adaptés permettraient non seulement de leur donner la reconnaissance qu'elles méritent mais aussi de promouvoir de nouvelles façons efficaces et durables de faire et de produire.**

Parfois, ces savoir-faire sont réhabilités et ré-enseignés et cela permet de créer une activité économique bénéfique à toute la communauté.

C'est le cas de plusieurs projets menés dans **différentes régions du Maroc** et soutenus par la Fondation Yves Rocher – Institut de France.

Dans la région du Rif au Nord, le projet « Femmes semencières » porté par Souhad Azennoud a permis de réhabiliter la culture du petit épeautre notamment en raison de ses qualités nutritionnelles²⁹.

Dans la région de l'Oued Dades, les femmes ont pu être formées à la production et la transformation de roses d'exception qu'elles revendent. Ceci leur permet de subvenir à leurs besoins tout en préservant l'environnement³⁰.

Dans la région de Berkane, des femmes détenant des compétences traditionnelles de tissage, réutilisent les sacs en plastiques abandonnés dans la nature pour préserver l'environnement tout en leur permettant d'accéder à une autonomie socio-économique en vendant les accessoires de mode qu'elles créent en tissant ces sacs en plastique³¹.

B. LES FEMMES SONT ENCORE SOUS-REPRÉSENTÉES DANS LA CRÉATION D'ENTREPRISE ET ONT DES BESOINS SPÉCIFIQUES

Par ailleurs, le rôle des femmes dans la création d'entreprise est de plus en plus important. Elles représentent environ **30 % des créateur.trice.s d'entreprise en France et en Europe.** De plus en plus de structures se mettent en place pour les soutenir et les accompagner dans leur projet à l'instar de réseaux en Europe tels que « Business and professional women » (BPW). En France, l'association « Empow'Her » et l'incubateur des « Pionnières » accompagnent les femmes entrepreneures de l'économie sociale et solidaire. L'initiative du réseau régional « Femmes de Bretagne » est aussi remarquable. Son objectif : inspirer et encourager les femmes à entreprendre en véhiculant des valeurs d'entraide et de bienveillance. 2 600 femmes sont membres de ce réseau.

Ces femmes entrepreneures ont des besoins spécifiques d'accompagnement. Le rapport Women'Act d'Empow'Her sur les femmes et l'entrepreneuriat social en France en 2017 souligne particulièrement ce

point. Si les femmes entrepreneures rencontrent les mêmes difficultés que les hommes, notamment sur le financement de leurs projets et la capacité à se rémunérer, elles rencontrent aussi des difficultés spécifiques. Elles mettent notamment plus de temps à se rémunérer que les hommes et le salaire perçu est inférieur : 57 % des femmes indiquent gagner entre 1 000 et 2 000 € par mois, tandis que la même proportion d'hommes gagne plus de 2 000 €. Mais surtout, elles semblent souffrir d'un manque de légitimité : 58 % des femmes interrogées indiquent manquer de confiance en elles contre 35 % des hommes. Des bonnes pratiques d'accompagnement existent, la valorisation du networking et du mentoring sont d'ailleurs particulièrement mises en avant par les femmes. 95 % des femmes entrepreneures sociales établies considèrent que l'accompagnement conditionne la réussite de leur projet et 51 % d'entre elles accordent une place prépondérante au mentoring.



Entretien avec Miren Bengoa, Présidente du Comité ONU Femmes France



“ ONU Femmes est engagé dans le domaine de la protection de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique depuis 2011 avec la COP17. Son action de plaidoyer vise deux messages principaux :

- Une égale participation et représentation des femmes dans les instances nationales qui définissent les politiques de lutte contre le changement climatique.
- Une prise en compte du genre dans les politiques climatiques de façon transversale en aidant notamment les pays à collecter et analyser des données par sexe.

Dans cette optique, l'Accord de Paris représente une avancée positive car il reconnaît l'importance d'adopter des politiques environnementales qui luttent contre les inégalités de genre.

ONU Femmes soutient également des programmes dans trois domaines spécifiques que sont **l'énergie renouvelable**, **l'agriculture résiliente** et **l'approche différenciée face aux risques climatiques**, partout dans le monde.

ONU Femmes porte notamment un **programme de promotion de l'entrepreneuriat des femmes** dans le domaine de l'énergie renouvelable en Inde, au Maroc, en Birmanie, en Indonésie et en Bolivie. Son objectif est de créer un environnement favorable pour que les femmes puissent développer leur entreprise et accéder aux financements en leur permettant de se lancer dans la vente et dans la maintenance de technologies durables telles que des cuisinières écoénergétiques par exemple.

Dans le domaine de la **résilience aux catastrophes naturelles**, ONU Femmes finance le développement d'analyses détaillées de situations et soutient la **participation des femmes aux mécanismes de prévention et de systèmes d'alerte** car ils permettent de mieux prendre en considération leurs besoins et de mettre en place des stratégies de prévention plus efficaces.

”

LA COP, UN ESPACE DE PLAIDOYER qui permet de faire avancer l'égalité entre les femmes et les hommes

Depuis plusieurs années, le travail de plaidoyer mené par des organisations internationales comme WEDO ou WECF a permis de faire reconnaître le rôle des femmes dans la préservation de l'environnement et de solliciter des financements en faveur d'initiatives portées par des femmes, entraînant une amélioration des conditions de vie et de résilience des populations.

Les questions de genre sont prises en compte depuis 2010 dans les projets menés par le Fond Vert pour le Climat et depuis 2014 dans les Fonds d'investissement sur les énergies propres. Plus de 50 décisions de la CNUCCC se réfèrent à l'importance de l'impact du climat sur les femmes et du rôle essentiel qu'elles doivent jouer dans la protection de l'environnement. L'Accord de Paris de 2015 souligne également la nécessité d'adopter une approche du développement durable qui favorise une participation égale des femmes et des hommes aux processus de décision, ainsi qu'une prise en compte systématique de leurs besoins différenciés.



C. PRIX TERRE DE FEMMES : FOCUS SUR « CELLES QUI CHANGENT LE MONDE »

Le Prix Terre de Femmes attribué chaque année à une vingtaine de femmes engagées dans la protection de l'environnement met en lumière des initiatives courageuses et souvent innovantes, mises en œuvre aux quatre coins de la planète par des femmes qui « font changer le monde » à leur échelle.

Ces initiatives, mises bout à bout, forment une réponse à tous les enjeux de demain et participent à la promotion d'un modèle de développement protecteur pour l'environnement et la biodiversité.

“Celles
qui changent
le monde”



Guérir en s'occupant du vivant, les jardins de soins



Anne Ribes

Lauréate du Prix Terre de Femmes 2002 France

SANTÉ - France

- 66,9 millions d'habitant.e.s³²
- Signature (2011) et ratification du protocole de Nagoya (2016)³³
- 10^{ème} au classement mondial Environmental Performance Index³⁴ (sur 180 pays)
- 17^{ème} au classement mondial Global Gender Gap Index³⁵ (sur 144 pays)

“C'est une petite révolution verte,
et en plus, on a des fraises.”

Anne Ribes, dont le nom latin signifie « cassis, groseille » est infirmière de profession. À la fin des années 1990, récemment installée à la campagne, elle change de carrière pour devenir jardinière et crée avec son conjoint l'association « Belles Plantes », une des premières associations à promouvoir **la pratique de l'hortithérapie en France, ou le soin par le jardinage.**

Elle réalise son premier jardin de soins à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris, soutenue notamment par un pédopsychiatre de renom, le professeur Basquin, qui reconnaît l'importance de l'hortithérapie et son impact bénéfique pour les enfants. Cette science définie comme « **la discipline qui emploie des activités horticoles et d'autres activités connexes, afin de permettre aux personnes de participer à leur propre processus de guérison** »³⁶ a été mise au point par l'américain Benjamin Rush dès 1798. Enseignée aux Etats-Unis, cette pratique pourtant efficace n'est pas encore reconnue partout.

Soigner par les plantes et le jardinage devient le cœur de métier d'Anne Ribes. Avec son association, elle crée des jardins dans des hôpitaux, des centres de santé et des maisons de retraite. Au travers de cette activité collective qui implique patient.e.s et professionnel.e.s de santé, elle contribue à faire sortir les malades de leur chambre pour les reconnecter avec l'extérieur, grâce à une nature qui réveille leurs sens : odeur, ouïe, vue... **Toutes ces perceptions ont un effet bénéfique sur les malades et peuvent contribuer à alléger leurs souffrances et accélérer leur guérison, tout en prenant soin du vivant.**

Chaque jardin est conçu pour s'adapter à l'état de santé de ses bénéficiaires en proposant par exemple des plates-bandes surélevées pour les personnes âgées ou handicapées. Après sa conception, le jardin de soins doit être animé et permettre aux soigné.e.s de devenir maîtres et maîtresses d'usage des lieux. Anne Ribes anime également des formations à destination des professionnel.le.s de santé pour les aider à concevoir, créer et animer des jardins de soins. En 2006, elle publie « Toucher la terre » aux éditions Medecis.

Sensibiliser les enfants, un enjeu pour la planète



Daniela de Donno
Lauréate du Prix Terre de Femmes 2017 Italie

ÉDUCATION - Tanzanie

- 55,57 millions d'habitant.e.s³⁷
- Pas de signature du protocole de Nagoya³⁸
- 143^{ème} au classement mondial Environmental Performance Index³⁹ (sur 180 pays)
- 53^{ème} au classement mondial Global Gender Gap Index⁴⁰ (sur 144 pays)

“ Il est impossible de ne pas avoir un regard profond
envers la condition humaine. ”

Daniela de Donno, est Présidente de l'Institut Jane Goodall Italia de Rome. Elle a 57 ans et elle est une biologiste. Dans les années 1990, elle décide d'aller vivre en Afrique pour protéger les chimpanzés menacés d'extinction et de braconnage. Elle séjourne dans plusieurs pays, puis s'installe en Tanzanie dans la région de Goma, riche en biodiversité mais aussi menacée par l'activité humaine qui détériore la richesse environnementale. **Dans cette région des plus pauvres du monde où 80 % de la population vit avec moins de 2 dollars US par jour⁴¹**, Daniela ne peut rester indifférente à la pauvreté des habitant.e.s.

Elle comprend alors le message de Jane Goodall, anthropologue britannique qui défend l'idée que **la protection de la nature ne peut se faire qu'avec les populations**. Daniela décide alors d'accompagner la transition « verte » de la « Maison des enfants Sanganigwa » à Kigoma qui accueille des orphelin.e.s atteint.e.s du SIDA (en 2015, 790 000 enfants sont devenu.e.s orphelin.e.s par le SIDA⁴²). Son projet vise à améliorer les conditions de vie des enfants. Daniela souhaite aussi qu'ils puissent devenir **des acteurs du changement en leur enseignant des connaissances en matière de développement durable, afin de les aider à gérer l'orphelinat de façon autonome**.

Daniela décide de créer cinq potagers et de semer une allée de manguiers. La production des légumes et des fruits sert à répondre aux besoins alimentaires de l'orphelinat et le reste de la production est vendu pour permettre à l'orphelinat de bénéficier de revenus économiques. Ces plantations ont un double bénéfice : permettre aux enfants de se nourrir et favoriser la protection de la nature en limitant notamment l'érosion des sols.

Au cours de ces activités, les enfants sont formés aux principes de la biodiversité pour faire de ces futur.e.s citoyen.ne.s des gens concerné.e.s par la protection de la nature et de leur environnement.

« On emmène les enfants dans le parc à côté de Kigoma pour qu'ils prennent conscience de leurs ressources, de leurs richesses. »

Ce projet a eu des impacts conséquents sur le territoire. Un partenariat avec les autorités locales a permis d'agrandir la Maison des enfants afin qu'elle accueille plus d'enfants.

Une lampe solaire qui transforme le quotidien



Ines Rodrigues
Lauréate du Prix Terre de Femmes 2016 Portugal

ÉNERGIE - Guinée Bissau

- 1,81 millions d'habitant.e.s⁴³
- Signature (2011) et ratification du protocole de Nagoya (2016)⁴⁴
- 155^{ème} au classement mondial Environmental Performance Index⁴⁵ (sur 180 pays)

“ Si j'étais un objet, je serais une lampe solaire car ce serait incroyable
de voir le changement que cela apporte chez les gens. ”

Ines Rodrigues a 40 ans, elle est portugaise et vit à Maia dans une ville du Nord du Portugal. Professeure d'anglais et d'allemand au centre de formation professionnelle CICCOPN, c'est en discutant avec ses élèves issu.e.s des pays africains de langue officielle portugaise (PALOP) qu'Ines a pris conscience des difficultés qu'elles et ils vivaient au quotidien. En 2011, elle a le déclic et décide de créer l'ONG Educafrica.

Cette ONG originale fait collaborer les étudiant.e.s et les professeur.e.s au Portugal pour trouver des solutions durables et pérennes permettant d'améliorer les conditions de vie des habitant.e.s de 8 villages de Guinée Bissau. La philosophie d'action d'Ines est double : il s'agit de partir des besoins concrets identifiés par les populations et de trouver des réponses qui soient à la fois durables et non coûteuses. Les recherches et les solutions sont réalisées et testées au Portugal avant d'être proposées en Guinée Bissau.

En Guinée Bissau, 70 % des habitant.e.s n'ont pas accès à l'électricité. Ce manque de lumière a des conséquences directes sur le quotidien des familles et en particulier des femmes qui sont ainsi contraintes de cuisiner et de s'occuper des enfants dans le noir complet, une fois la nuit tombée. Au centre de santé maternelle, les sages-femmes sont contraintes d'accoucher des femmes enceintes dans le noir, ce qui représente un risque grave pour leur santé et pour celle des nourrissons. Le projet « Gouttes de lumières » est né de la volonté de pallier à ce manque de lumière en proposant **l'installation d'une lampe solaire réalisée à partir d'une bouteille d'eau recyclée**. Chaque lampe apporte 40 watt de lumière par jour ce qui est suffisant pour éclairer un centre de santé ou une maison.

Depuis 2011, deux autres projets se sont ajoutés au projet initial d'Ines. Un premier qui concerne **la création de déshydrateurs de fruits** permettant de conserver et de vendre les fruits qui poussent en abondance tout au long de l'année (comme les mangues et les bananes), et ainsi de fournir un revenu supplémentaire aux familles. Un second projet : celui de trouver un moyen de **collecter les déchets et de les recycler**.

En tant que femme, Ines reconnaît qu'il n'a pas été facile de s'imposer dans un pays qui n'accepte pas toujours que les femmes soient en situation de responsabilités. Les choses changent cependant au fur et à mesure que les habitant.e.s prennent confiance. Ines a gagné en légitimité et elle est maintenant l'interlocutrice de nombreuses femmes et nombreux hommes des villages. Elle a eu à cœur d'ailleurs d'emmener avec elles des volontaires filles et garçons.

Les conseils d'Ines aux autres entrepreneur.e.s :

« Quand quelqu'un commence un projet, il est important de penser aux bénéficiaires pour les communautés et de promouvoir en permanence un projet durable et pérenne. C'est pour cette raison, par exemple qu'avec Educafrica, nous avons choisi de ne pas exporter de matériaux depuis le Portugal mais de travailler à partir de la matière première et des capacités guinéennes. »

El Zonte, un village salvadorien accède à l'eau potable



Lisa Pamblanco
Lauréate du Prix Terre de Femmes 2017 Suisse⁴⁶

ACCÈS À L'EAU POTABLE - Salvador

- 6,3 millions d'habitant.e.s⁴⁷
- Signature du protocole de Nagoya (2012)⁴⁸
- 97^{ème} au classement mondial Environmental Performance Index⁴⁹ (sur 180 pays)
- 64^{ème} au classement mondial Global Gender Gap Index⁵⁰ (sur 144 pays)

“ Les habitant.e.s d'El Zonte n'ont pas accès à l'eau potable. 80% d'entre eux n'ont ni salle de bain ni eaux résiduelles. ”

Lisa Pamblanco a 32 ans, elle travaille aux services industriels de Genève. Diplômée d'une maîtrise supérieure en environnement et en développement durable, et spécialisée dans la gestion de l'eau, c'est au cours d'un voyage personnel qu'elle se lance dans un projet d'accès à l'eau potable et d'assainissement. Les habitant.e.s du village d'El Zonte, qu'elle rencontre au cours de ce voyage lui font part de leurs enjeux liés aux besoins d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. En 2015, au Salvador, **encore 85 % de la population rurale avait accès seulement à des sources d'eau améliorée**⁵¹.

Face à ces besoins primaires et vitaux, Lisa propose de monter un projet avec les habitant.e.s du village. **Le défi pour Lisa : faire de la communauté l'acteur central du projet, le moteur principal des décisions et des activités.**

Pour ce faire, et donner une structure organisationnelle robuste au projet, Lisa fonde une ONG suisse en 2015 : Water&Works funding association (W&WFA).

Le premier pas du projet passe par la création d'un comité de gestion de l'eau communautaire en 2015, en respectant l'égalité femmes-hommes afin de garantir une relation équitable entre les femmes et les hommes.

Après un état-des-lieux de la situation et des premières études de terrain, un ingénieur est engagé par W&WFA pour réaliser la première partie opérationnelle du projet qui comprend l'ensemble des analyses et qui aboutira notamment à l'élaboration d'un guide de mise en œuvre des travaux. En parallèle, Lisa recherche des soutiens financiers et des partenaires tels que ceux de la municipalité et du Gouvernement. Son projet, à terme, est de **permettre l'accès de 346 familles à une eau potable de qualité et à l'assainissement** ; et ce de façon continue afin d'améliorer leurs conditions de vie.

Le projet a d'ores et déjà des impacts positifs, celui de favoriser la prise de conscience d'une communauté et de créer une dynamique vertueuse : celle d'une stratégie locale de développement durable.

« On sent aujourd'hui que le village a pris la direction opérationnelle du projet et cela stimule également beaucoup d'autres micro-projets. Avant on parlait de l'eau (on en parle toujours), maintenant on parle aussi d'énergie, du nettoyage de la plage, etc. La communauté est consciente et s'implique davantage, de jour en jour. »

Les conseils de Lisa aux autres entrepreneur.e.s :

« La base d'un projet est d'instaurer un très bon lien avec la communauté et que les décisions se prennent de façon intégrée et participative. Pour cela, je recommande d'entreprendre une démarche « agile » dans la gouvernance de chaque projet. Il faut que la communauté soit l'acteur central. Il est également important de choisir les bons partenaires locaux, nationaux et internationaux pour une meilleure durabilité du projet. »

La recherche d'un fertilisant biologique pour réduire les impacts environnementaux



Maria Nieves Trujillo Tapia
Lauréate du Prix Terre de Femmes 2016 Mexique

AGRO-ÉCOLOGIE - Mexique

- 127,5 millions habitant.e.s⁵²
- Signature (2011) et ratification du protocole de Nagoya (2012)⁵³
- 67^{ème} au classement mondial Environmental Performance Index⁵⁴ (sur 180 pays)
- 66^{ème} au classement mondial Global Gender Gap Index⁵⁵ (sur 144 pays)

“ Si j'étais un animal, je serais un aigle car il est rapide, il a une bonne vision et différentes techniques pour atteindre son but. ”

Maria Nieves Trujillo Tapia a 51 ans, elle est ingénieure en biotechnologie environnementale au centre de recherche de l'Université del Mar de Puerto Angel, dans l'état de Oaxaca au sud du Mexique.

Depuis 10 ans, Maria Nieves s'est lancée avec son équipe dans la recherche et **le développement d'engrais biologiques après avoir constaté les effets désastreux des résidus agro-chimiques sur le littoral**. Ces effets concernent notamment la destruction de la barrière de corail et de la mangrove qui protège la terre de la montée des eaux, mais aussi la baisse de la quantité de poissons, base de l'alimentation des populations de la région.

Elle a ainsi décidé de développer un fertilisant biologique à base d'azote et de le proposer aux agriculteurs et agricultrices de la zone dans le but de réduire leurs impacts environnementaux et qu'ils passent petit à petit à une agriculture biologique.

Maria Nieves travaille en particulier avec **les populations zapothèques de la région de Santo Domingo de Morelos dont l'activité principale est la culture de l'hibiscus**. En tant que femme, responsable du projet, elle a dû faire face aux coutumes patriarcales zapothèques qui impliquent que les hommes décident même si les femmes travaillent ou non.

Sa stratégie pour avancer ? Venir les rencontrer en binôme avec un collègue masculin, afin de pouvoir discuter avec les femmes et avec les hommes. Une fois la confiance acquise, le projet a pu se développer en particulier au travers du soutien des femmes zapothèques dans leur travail de récolte, de transformation et de vente de l'hibiscus.

Après plusieurs années de travail acharné, elle a été heureuse de voir que les agriculteur.trice.s ont organisé une pétition pour demander au Gouvernement de les soutenir dans la mise en place d'une agriculture 100 % biologique. Motivé.e.s par des raisons environnementales, ils et elles voient aussi l'avantage d'un positionnement sur de nouveaux marchés, notamment à l'international. Quant au fertilisant biologique, elle souhaite qu'il soit breveté car son utilisation a suscité l'intérêt de représentant.e.s issu.e.s de plusieurs régions du pays tels que Cancun ou Tijuana.

Les conseils de Maria aux autres entrepreneur.e.s :

« S'impliquer totalement et être patient.e car le changement de pratiques prend beaucoup de temps. Parfois nous avons l'impression que cela va aller vite mais nous nous confrontons à la réalité des habitudes adoptées et des craintes. Il nous faut argumenter et montrer que l'agriculture biologique produit autant et de meilleure qualité. »

La culture du petit épeautre, facteur d'autonomisation et de dynamisme local



Souhad Azennoud
Lauréate du Prix Terre de Femmes 2016 Maroc

AUTONOMISATION DES FEMMES - Maroc

- 35,3 millions habitant.e.s⁵⁶
- Signature (2011) du protocole de Nagoya⁵⁷
- 64^{ème} au classement mondial Environmental Performance Index⁵⁸ (sur 180 pays)
- 137^{ème} au classement mondial Global Gender Gap Index⁵⁹ (sur 144 pays)

“ Le projet a d'abord été familial puis communautaire. ”

Souhad Azennoud est apicultrice et agroécologue dans la région du Rif au nord du Maroc. Après plus de dix ans passés dans l'industrie agroalimentaire, Souhad se rend compte que les produits que nous consommons sont nocifs pour la santé. Elle décide de changer de cap et se lance dans des activités agroécologiques. Elle revient sur les terres de son grand-père et de son père et met en place un projet d'apiculture. L'élevage des abeilles lui donne envie d'aller plus loin. Convaincue des avantages de la polyculture, elle diversifie ses activités. Elle ouvre alors plusieurs coopératives dont une sur le petit épeautre. Cette céréale, qui avait été peu à peu abandonnée, présente pourtant des atouts alimentaires, utilitaires et écologiques. En 1979, l'étude Vallega a montré que les niveaux de rendement et de protéines produits par le petit épeautre sont égaux voire supérieurs au blé dur ou à l'orge⁶⁰. « En arabe, le mot petit épeautre veut dire "la peine est pour moi". »

Pour faire face aux changements climatiques de la région, et dans une énergie de résilience, Souhad souhaite alors réintroduire cette semence. Résistant à la diminution des pluies et à la disparition des saisons, le petit épeautre permet une culture écologique. Mais, le plus dur pour Souhad est de faire face aux résistances des femmes agricultrices de la région, pas tout de suite convaincues par le projet. Historiquement, les femmes étaient chargées de décortiquer cette semence. Activité pénible et chronophage, cette culture avait été abandonnée.

Face à ces résistances, Souhad promet alors aux femmes l'achat d'une décortiqueuse par la coopérative. Les femmes sont rassurées sur la viabilité économique du produit et sa capacité de culture, le projet est lancé. Après une formation de deux ans et l'achat de la décortiqueuse, les cultures suivent leurs cours et peu à peu des femmes vendent leurs productions à la coopérative et acquièrent une autonomie financière.

Ce projet va même plus loin et développe un dynamisme local. Souhad travaille à une activité d'agro-tourisme qui intéresse particulièrement les jeunes et les sédentarise. Elle réfléchit à une stratégie commerciale autour du petit épeautre pour conquérir une population urbaine. Elle met à disposition dans la coopérative la décortiqueuse pour toute personne qui souhaiterait l'utiliser.

Les conseils de Souhad aux autres entrepreneur.e.s :

« Éviter la monoculture et favoriser la biodiversité de la nature et la diversité des activités, d'une part, pour la survie de la planète, d'autre part, pour la stabilité économique des populations. »

Le tri des déchets, une action pour la protection de la planète



Eugenia Aratovska
Lauréate du Prix Terre de Femmes 2016 Ukraine

RECYCLAGE - Ukraine

- 42,6 millions habitant.e.s⁶¹
- Pas de signature du protocole de Nagoya⁶²
- 44^{ème} au classement mondial Environmental Performance Index⁶³ (sur 180 pays)
- 69^{ème} au classement mondial Global Gender Gap Index⁶⁴ (sur 144 pays)

“ Faire changer les mentalités pour que le tri devienne un geste tendance parmi les ukrainien.ne.s. ”

Eugenia Aratovska a 39 ans, elle vit à Kiev en Ukraine. Elle est la fondatrice et la Présidente de l'ONG « Ukraine sans déchets » (« Україна БЕЗ сміття ») qu'elle a créée en 2015.

Pour Eugenia Aratovska, la protection de la planète est une urgence absolue, il faut agir vite. Elle identifie la question du tri des déchets comme un levier de changement majeur alors que cette question est encore peu prise en considération par les pouvoirs publics en Ukraine.

Elle commence à démarcher les entreprises de Kiev pour leur proposer d'installer les premières poubelles de tri. Elle intervient également avec son équipe de 6 personnes en milieu scolaire pour sensibiliser les enfants et les jeunes sur le processus de tri et sur son impact. Enfin, elle travaille au développement d'un guide des éco-changements qualitatifs qui propose des solutions faciles de tri.

Alors que les femmes représentent 20 à 22 % des entrepreneur.e.s en Ukraine, elle reconnaît qu'être une femme entrepreneure est un défi supplémentaire, dans une société qui ne questionne pas beaucoup le partage des tâches. Double ou triple journée de travail, ses journées sont rythmées par la gestion des enfants, les heures de travail et les interventions publiques ou médias !

Les conseils d'Eugenia aux autres entrepreneur.e.s :

« Soyez des leaders d'opinion en faveur du changement et agissez également constamment en faveur de la protection de l'environnement. »

L'écologie comme facteur de participation citoyenne



Özgül Öztürk
Lauréate du Prix Terre de Femmes 2016 Turquie

CULTURE- Turquie

- 79,5 millions habitant.e.s⁶⁵
- Pas d'information sur la signature du protocole de Nagoya⁶⁶
- 99^{ème} au classement mondial Environmental Performance Index⁶⁷ (sur 180 pays)
- 130^{ème} au classement mondial Global Gender Gap Index⁶⁸ (sur 144 pays)

“ Les femmes représentent le plus grand potentiel non reconnu de l'économie mondiale. ”

Özgül Öztürk a 45 ans, elle est architecte. Elle vit à Istanbul et elle est membre de l'association des femmes entrepreneures de Turquie, KAGIDER. À la mort de son père en 2007, Özgül décide de retourner avec sa mère dans son village d'origine Nimri, situé en Anatolie dans le centre oriental de la Turquie. À son arrivée, elle prend conscience de l'impact de l'exode rural sur le village. En effet, depuis les années 60, une grande partie de la population paysanne a migré en ville, ce qui a engendré la désertification du village, la disparition des champs et des productions agricoles locales mais aussi la perte des activités culturelles pratiquées dans la région.

Afin de re-crée une dynamique locale, Özgül, grâce à son association NİMRİ DAYANIŞMA DERNEĞİ propose alors **d'organiser un réseau de solidarité entre les habitant.e.s de zone urbaine**, notamment les enfants d'émigré.e.s du village et ceux de Nimri à travers l'organisation de différents types d'activités économiques, agricoles ou culturelles. Elle met en place un système de concertation villageoise qui permet de mettre en commun les besoins et les attentes et de décider collectivement des actions à mener comme par exemple l'organisation annuelle d'un festival culturel ou la création d'un potager communautaire.

10 ans plus tard, Özgül est fière de voir que le projet mobilise de plus en plus de jeunes qui, chaque année, se rendent au village et participent aux activités. Pour elle, ces échanges sont un aspect essentiel de la préservation de leur histoire et de leur héritage identitaire et culturel.

Engagée au sein du réseau KAGIDER, Özgül prend à cœur son rôle de modèle. Elle accompagne plusieurs projets portés par des femmes entrepreneures et considère qu'il est essentiel d'encourager les femmes à se mettre debout, à gagner des revenus, prendre des décisions et créer des emplois.

Les conseils d'Özgül aux autres entrepreneur.e.s :

« Soyez écolo ! Cela démarre au quotidien dans le fait de partager des bureaux et des machines comme les imprimantes, de mettre en place un système de recyclage des déchets dans son bureau et même d'utiliser le toit pour développer des activités d'horticulture ! »

Apaiser les conflits entre les humains et la faune sauvage



Eva Gross
Lauréate du Prix Terre de Femmes 2016 Allemagne⁴⁶

PRÉSERVATION DE LA FAUNE ANIMALE- Inde

- 1,324 milliards d'habitant.e.s⁶⁹
- Signature (2011) et ratification du protocole de Nagoya (2012)⁷⁰
- 141^{ème} au classement mondial Environmental Performance Index⁷¹ (sur 180 pays)
- 87^{ème} au classement mondial Global Gender Gap Index⁷² (sur 144 pays)

“ Nous avons réalisé que la plupart des gens qui chassent et qui détruisent la nature ne le font pas par plaisir mais parce qu'ils n'ont pas d'autres alternatives. ”

Eva Gross a 42 ans et vit dans le sud de l'Allemagne. Depuis 2008, elle est directrice de l'ONG « Awely des animaux et des hommes » qui mène des actions pour **la protection des animaux sauvages menacés et pour le développement des communautés locales**, en Afrique et en Asie. En 2015, elle a créé la branche allemande de Awely, qu'elle préside également.

Habitée à voyager avec ses parents, partout dans le monde, Eva est sensibilisée jeune à la protection des animaux. À 14 ans déjà, alors qu'elle vit en Indonésie, elle s'implique pour la protection des tortues. Elle étudie ensuite les sciences environnementales et rencontre le fondateur d'Awely avec qui elle décide de collaborer.

Leur projet est novateur car il vise à réconcilier deux aspects essentiels de la protection de l'environnement : les humains et les animaux.

Par exemple, dans le Nord de l'Inde, à Assam, les gens qui vivent aux abords du Parc national Manas sont des personnes majoritairement pauvres et analphabètes qui dépendent des activités agricoles. Ils utilisent la forêt pour collecter du bois et y envoient leurs troupeaux paître. Ces pratiques ont des effets négatifs pour la nature et pour les animaux. Par exemple, les tigres ont besoin des buissons pour se cacher et chasser leur proie. Si la forêt est vide, ils ne peuvent plus chasser.

L'idée de Awely est donc de travailler avec ces communautés pour leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie tout en améliorant la protection des animaux. L'ONG travaille avec ces communautés en mobilisant notamment les femmes au travers d'une approche fondée sur l'autonomisation et la prise de décision mettant en avant les talents et les idées portées par chacun et chacune. Le projet permet de faire changer les pratiques du quotidien. Ce sont de petits changements mais qui à terme engendrent de forts impacts pour les communautés. Par exemple, l'utilisation de fours économes en énergie permet de réduire la production de CO₂ et améliore la santé des femmes car elles sont moins exposées aux fumées toxiques.

En tant que femme entrepreneure, Eva a eu plus facilement accès aux « groupes de femmes » qui se réunissent régulièrement dans la forêt, loin des hommes pour discuter de différents sujets personnels ou communautaires.

Les conseils d'Eva aux autres entrepreneur.e.s :

« Écouter ce que les gens ont à dire sur la préservation de l'environnement et des espèces et comprendre les comportements de chacun et chacune sans être dogmatique, car cela empêche de découvrir les nouvelles manières de voir et de faire. »

D. CE QUE LES LAURÉATES DEMANDENT POUR LA COP23

La COP23 qui réunit les États membres des Nations Unies à Bonn du 7 au 16 novembre 2017 est une occasion unique pour les lauréates du Prix Terre de Femmes de faire passer un message aux gouvernements du monde entier. Chacune avec son expérience, son expertise et depuis son coin du monde, voici ce qu'elles attendent :

Au Maroc, Souhad Azenoud

“ Je souhaite que les Gouvernements passent à l'action en impliquant les femmes. Le savoir-faire des femmes en Afrique est extraordinaire, il n'y a rien à leur apprendre. Il suffit maintenant de réfléchir avec elles pour qu'elles deviennent des actrices du changement et du développement durable. ”



Au Mexique, Maria Nieves Trujillo Tapia

“ Il faut que les Gouvernements sanctuarisent des fonds pour la recherche et le développement durable, en effet, en dépit des résultats tangibles que nous obtenons sur le terrain, les financements se réduisent un peu plus chaque année au Mexique. ”



En France, Anne Ribes

“ Je voudrais que les Gouvernements soutiennent la création de jardins collectifs au niveau local, permettant d'impliquer les populations dans une activité citoyenne et de développer des espaces verts dans des zones urbaines bétonnées. Il est également très important de reconnaître l'hortithérapie comme une profession et une science. ”



Au Portugal, Ines Rodrigues

“ Je veux saisir les Gouvernements au sujet de la gestion des déchets et du recyclage. En effet, alors que la Banque mondiale prévoit une hausse de 70 % du volume des déchets urbains à l'horizon 2025, la gestion des déchets et leur recyclage représentent un défi pour l'environnement et pour la santé des populations mondiales. ”



En Suisse, Lisa Pamblanco

“ Je souhaiterais demander aux Gouvernements de donner les moyens aux communautés d'agir directement. Pas uniquement des moyens financiers mais des connaissances, des outils et des ressources qui leur permettent de réaliser des projets locaux de développement durable et de préservation de la biodiversité. ”



En Italie, Daniela de Donno

“ Je souhaiterais que l'éducation au développement durable et aux pratiques écoresponsables devienne une priorité des politiques publiques. Il est facile de dire j'investis pour réduire la production de CO₂ mais c'est autre chose d'apprendre aux gens à trier leurs déchets. ”



En Ukraine, Eugenia Aratovska

“ Je souhaiterais que les Gouvernements mettent en place des lignes de crédits pour celles et ceux qui veulent installer des panneaux solaires sur leurs toits afin de leur permettre de produire leur propre électricité, comme c'est le cas dans certains pays. Il est également urgent de financer des programmes pour la production de couverts et d'emballages en bio-plastique. ”



En Turquie, Özgül Öztürk

“ Je souhaiterais demander aux Gouvernements de soutenir le changement des modes de vie des citoyen.n.es mondiaux, au travers d'une redéfinition des modes de consommation, d'un soutien aux nouveaux entrepreneur.e.s sociaux et de l'implication des jeunes dans les prises de décision. ”



En Allemagne, Eva Gross

“ Je voudrais que l'on repense les modalités de financements environnementaux. Au lieu de donner beaucoup d'argent sur des périodes courtes de 3 à 5 ans, ils devraient être concentrés sur des périodes plus longues de 8 à 10 ans afin de permettre une réelle pérennité des projets et promouvoir des changements durables. ”





Sources

- 1 Infographie ONU Femmes : <http://interactive.unwomen.org/multimedia/infographic/changingworldofwork/fr/index.html>.
- 2 Parlement européen, Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres Rapport sur l'égalité entre les femmes et les hommes au sein de l'Union européenne en 2014-2015, 23 février 2017.
- 3 Chambre monocamérale ou chambre basse. Union interparlementaire. « Women in national parliaments, as of 1 June 2017 ».
- 4 Calculs d'ONU Femmes basés sur les informations fournies par les missions permanentes auprès des Nations Unies. Certaines dirigeantes sont à la fois chefs d'État et de gouvernement.
- 5 ONU Femmes, Le progrès des femmes dans le monde 2015-2016, Transformer les économies, réaliser les droits, 2015.
- 6 K Duncan, Global climate change and women's health, Women & Environments International Magazine, 2007, Issue 74/75, pp10-11.
- 7 WEDO, infographic on Gender and climate change : <http://wedo.org/gender-climate-infographic/>
- 8 WECF, Women and chemicals, the impact of hazardous chemicals on women.
- 9 Rachel Harris, Gender aspects of climate change in the US Gulf Region. Case study 5.7 in Irene Dankelman, Gender and climate change : An introduction, Earthscan, 2010.
- 10 FAO, Les femmes, clés de la sécurité alimentaire, 2010-2011.
- 11 WECF, Women and chemicals, the impact of hazardous chemicals on women.
- 12 ILO, Wages and Working Hours in the Textiles, Clothing, Leather and Footwear Industries, 2014.
- 13 Labrèche F. et al. (2010): Postmenopausal breast cancer and occupational exposures, Occup Environ Med 2010.
- 14 FAO (2011). La situation mondiale de l'alimentation et l'agriculture 2011 : Le rôle des femmes dans l'agriculture : combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement.
- 15 Oxfam, Changements climatiques et femmes agricultrices du Burkina Faso, Rapport de Recherche, Juillet 2011.
- 16 Calculs d'ONU Femmes basés sur la Global Data Base of Quotas on Women, IDEA, Stockholm University et UIP <http://www.quotaproject.org/>, consultée en juillet 2017, et UIP, <http://www.ipu.org/wmn-e/world.htm>.
- 17 Femmes parité : <http://www.femmesparite.eu/fr>.
- 18 WEDO, UNFCCC, Progress on achieving gender balance, 2017.
- 19 Center for International Forestry Research, Gender and REDD+: Analyzing women's roles in sub-national initiatives, 2015.
- 20 Reducing emissions from deforestation and forest degradation.
- 21 GGCA, Gender and climate change policy brief 5.
- 22 UNDP, 'Clean Development Mechanism: Exploring the Gender Dimensions of Climate Finance Mechanisms', 2010.
- 23 OIT, Emplois verts, améliorer le climat pour l'égalité des genres aussi !
- 24 OIT, emplois verts, améliorer le climat pour l'égalité des genres aussi !, 2009.
- 25 IRENA, Renewable energy and jobs, Annual review 2017.
- 26 Global gender and climate alliance, Facts form gender and climate change : a closer look at existaing evidence, 2016.
- 27 Cecilia Sanchez, 1ère lauréate Mexique 2017, Fondation Yves Rocher, URL : <http://www.yves-rocher-fondation.org/laureate/cecilia-sanchez-la-graine-doox-noix-maya-naturel-nutritif-natif/>
- 28 Fondation Raja, Chabbert P. et Rohmer G., Femmes et environnement, un enjeu clé du développement durable, 2015.
- 29 Voir le portrait de Souhad ci-dessous.
- 30 Naïma Fdil, 1ère laureate Maroc 2013, Fondation Yves Rocher, URL : <http://www.yves-rocher-fondation.org/laureate/la-vie-en-rose/>
- 31 Faiza Hajji, 1ère laureate Maroc 2011, Fondation Yves Rocher, URL : <http://www.yves-rocher-fondation.org/laureate/faiza-hajji-transformation-des-sacs-plastiques-en-accessoires-de-mode/>
- 32 Banque mondiale, 2016, URL : <https://donnees.banquemondiale.org/pays/france>.
- 33 Nations Unies, URL : https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVII-8-b&chapter=27&lang=fr
- 34 Environmental Performance Index, 2016, URL : http://epi.yale.edu/sites/default/files/2016EPI_Full_Report_opt.pdf.
- 35 World Economic Forum, 2016, URL : <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2016/economies/#economy=FRA>.
- 36 Définition de la Canadian Horticultural Therapie Association, 2008.
- 37 Banque mondiale, 2016, URL : <https://donnees.banquemondiale.org/pays/tanzanie>.
- 38 Nations Unies, URL : https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVII-8-b&chapter=27&lang=fr.
- 39 Environmental Performance Index, 2016, URL : http://epi.yale.edu/sites/default/files/2016EPI_Full_Report_opt.pdf.
- 40 World Economic Forum, 2016, URL : <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2016/economies/#economy=TZA>.
- 41 Chiffre issu du site France Diplomatie, URL : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/tanzanie/presentation-de-la-tanzanie/>
- 42 Chiffre issu de ONU SIDA, estimation 2015, URL : <http://www.unaids.org/fr/regionscountries/countries/unitedrepublicoftanzania>.
- 43 Banque mondiale, 2016, URL : <https://donnees.banquemondiale.org/pays/guinee-bissau>.
- 44 Nations Unies, URL : https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVII-8-b&chapter=27&lang=fr.
- 45 Environmental Performance Index, 2016, URL : <http://epi.yale.edu/reports/2016-report>.
- 46 En Allemagne et en Suisse le prix Terre de Femmes s'appelle « Trophée de femmes ».
- 47 Banque mondiale, 2016, URL : <https://donnees.banquemondiale.org/pays/el-salvador>.
- 48 Nations Unies, URL : https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVII-8-b&chapter=27&lang=fr.
- 49 Environmental Performance Index, 2016, URL : http://epi.yale.edu/sites/default/files/2016EPI_Full_Report_opt.pdf.
- 50 World Economic Forum, 2016, URL : <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2016/economies/#economy=SLV>.
- 51 Chiffres de la Banque mondiale, URL : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.H2O.SAFE.RU.ZS>.
- 52 Banque mondiale, 2016, URL : <https://donnees.banquemondiale.org/pays/mexique>.
- 53 Nations Unies, URL : https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVII-8-b&chapter=27&lang=fr.
- 54 Environmental Performance Index, 2016, URL : http://epi.yale.edu/sites/default/files/2016EPI_Full_Report_opt.pdf.
- 55 World Economic Forum, 2016, URL : <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2016/economies/#economy=MEX>.
- 56 Banque mondiale, 2016, URL : <https://donnees.banquemondiale.org/pays/maroc>.
- 57 Nations Unies, URL : https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVII-8-b&chapter=27&lang=fr.
- 58 Environmental Performance Index, 2016, URL : http://epi.yale.edu/sites/default/files/2016EPI_Full_Report_opt.pdf.
- 59 World Economic Forum, 2016, URL : <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2016/economies/#economy=MAR>.
- 60 Vallega V., 1979. Field performance of varieties of Triticum monococcum, T. Durum, and Hordeum vulgare grown at two locations. Genet. Agr. vol.33, pp.363-370.
- 61 Population date : <https://www.populationdata.net/pays/ukraine/>
- 62 Nations Unies, URL : https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVII-8-b&chapter=27&lang=fr.
- 63 Environmental Performance Index, 2016, URL : http://epi.yale.edu/sites/default/files/2016EPI_Full_Report_opt.pdf.
- 64 World Economic Forum, 2016, URL : <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2016/economies/#economy=TZA>
- 65 Banque mondiale : <https://donnees.banquemondiale.org/pays/turquie?view=chart>.
- 66 Nations Unies, URL : https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVII-8-b&chapter=27&lang=fr.
- 67 Environmental Performance Index, 2016, URL : http://epi.yale.edu/sites/default/files/2016EPI_Full_Report_opt.pdf.
- 68 World Economic Forum, 2016, URL : <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2016/economies/#economy=TZA>.
- 69 Banque mondiale, 2016, URL : <https://donnees.banquemondiale.org/pays/inde>.
- 70 Nations Unies, URL : https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVII-8-b&chapter=27&lang=fr.
- 71 Environmental Performance Index, 2016, URL : http://epi.yale.edu/sites/default/files/2016EPI_Full_Report_opt.pdf.
- 72 World Economic Forum, 2016, URL : <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2016/economies/#economy=IND>.



Suivez-nous sur , , , , et 

www.yves-rocher-fondation.org



Fondation Yves Rocher – Institut de France
7, chemin de Bretagne – 92130 Issy-les-Moulineaux